

**DECISION N° 11.25.221**

**Objet : Marché de maîtrise d'œuvre pour les travaux d'enfouissement des réseaux aériens rue des Chesneaux**

**Le Maire de la Ville de Montmorency,**

VU les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n° 1 du Conseil Municipal en date du 16 juillet 2020 déléguant au Maire des pouvoirs dans la limite des prescriptions contenues dans l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles R.2122-8, R.2123-1 et R.2123-4 du Code de la commande publique,

COMPTE TENU de son montant estimatif, les prestations relatives à la maîtrise d'œuvre pour les travaux d'enfouissement des réseaux aériens Rue des Chesneaux à Montmorency peuvent être dispensées de formalité de publicité et de mise en concurrence,

CONSIDERANT que l'offre proposée par la société BUREAU D'ETUDE STUR, sise 11 rue du Cautison « Les planches » 27400 ACQUIGNY est techniquement et financièrement satisfaisante,

**DECIDE**

**ARTICLE 1** De signer le marché ayant pour objet la maîtrise d'œuvre pour les travaux d'enfouissement des réseaux aériens rue des Chesneaux avec le bureau d'études STUR, sise 11 rue du Cautison « Les planches » 27400 ACQUIGNY,

**ARTICLE 2** Que le marché est passé pour un montant global et forfaitaire de 38 400 € TTC soit 32 000 € HT,

**ARTICLE 3** Que le marché est passé pour une durée globale de 22 mois,

**ARTICLE 4** La présente décision sera transmise à Monsieur le Sous-préfet de Sarcelles et transcrite sur le registre des délibérations du Conseil Municipal.

Transmise en S/Pref. le : 17 NOV. 2025  
Publiée le : 17 NOV. 2025  
Affichée le :  
Certifiée exécutoire par le Maire,  
Montmorency, le



Pour le maire  
et par délégation,  
Le D.G.A.S.

Montmorency, le 04 novembre 2025

**Maxime THORY**  
Maire de Montmorency



Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la date exécutoire.

Il peut également faire l'objet, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès du Maire, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Ville pendant ce délai.